

MAROC

Situation et enjeux

Tableau 1 2020

Population (millions)	36,9
PIB, en milliards de dollars courants	111,0
PIB par habitant, en dollars courants	3006,7
Taux de pauvreté national ^a	4,8
Taux de pauvreté sur la base du seuil fixé pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars) ^a	7,3
Indice de Gini ^a	39,5
Taux de scolarisation, primaire (% brut) ^b	114,8
Espérance de vie à la naissance, années ^b	76,5

Source : Indicateurs du développement dans le monde, Macro Poverty Outlook et données officielles.

Notes :

a) Valeur la plus récente (2014).

b) Indicateurs du développement dans le monde pour le taux de scolarisation (2019) ; l'espérance de vie (2018)

La pandémie combinée à un choc dans le secteur agricole a fait basculer l'économie marocaine dans une profonde récession en 2020. Le gouvernement a toutefois apporté une réponse appropriée à la crise et les ambitieuses réformes en cours pourraient ouvrir la voie à une relance solide. La croissance devrait s'accélérer pour atteindre 4,2 % en 2021, bien que de sérieux risques de ralentissement subsistent. Une relance sporadique assortie d'une faible création d'emplois retarderait le retour aux niveaux de pauvreté d'avant la pandémie.

À la crise de la COVID-19 est venu s'ajouter un choc dans le secteur agricole, dans un contexte marqué par des taux de croissance à long terme en berne. Bien que la dernière contraction annuelle de l'économie marocaine remonte à 1997, l'activité s'était déjà essoufflée avant la pandémie en raison de conditions climatiques difficiles et d'une faible croissance de la productivité globale des facteurs.

Le gouvernement prévoit un programme de réformes ambitieux pour stimuler la croissance et réduire les inégalités, en vue d'atténuer les répercussions sanitaires et économiques de la pandémie et de soutenir la relance. Entre autres mesures, il entend moderniser ses systèmes de protection sociale de manière à stimuler la formation de capital humain, soutenir la capitalisation du secteur privé grâce à la création d'un Fonds d'investissement stratégique, et améliorer ses politiques industrielles et agricoles. Si ces mesures sont menées à bien, elles pourront accroître le potentiel de croissance de l'économie marocaine.

À plus court terme néanmoins, la relance pourrait s'avérer progressive. Malgré des tendances épidémiologiques encourageantes et le lancement réussi de la campagne de vaccination, le climat mondial demeure incertain et l'activité économique des partenaires commerciaux du Maroc a récemment faibli, ce qui aura un impact négatif sur la reprise du tourisme. La crise de la COVID-19 a nui au bien-être des ménages et creusé les inégalités. Selon le Haut-Commissariat au plan, au cours du confine-

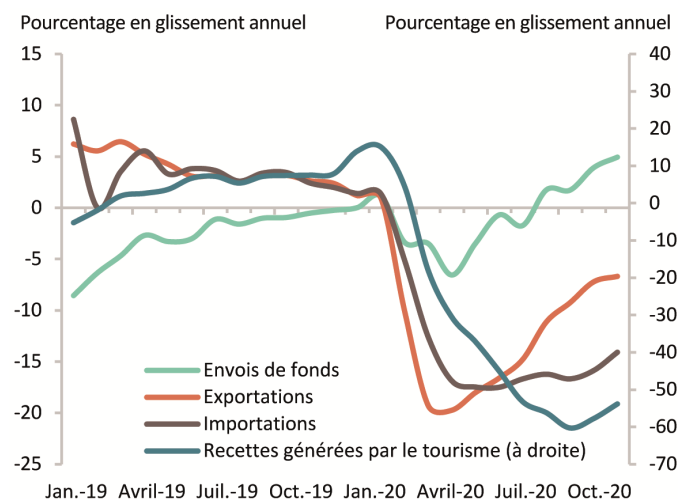
ment, 74 % des travailleurs appartenant au quintile inférieur ont vu leurs revenus diminuer, contre 44 % pour ceux du quintile supérieur. En outre, la perte de revenus mensuels a été plus prononcée dans le quintile inférieur (66 %) que dans le quintile supérieur (32 %).

Évolution récente

Un confinement strict, l'effondrement des recettes du tourisme, la perturbation des chaînes de valeur mondiales et un choc agricole expliquent l'ampleur de la récession. Au deuxième semestre de 2020, le PIB réel s'est contracté de 15,1 % en glissement annuel. Bien que l'activité ait montré des signes de reprise au troisième trimestre, d'après les premières estimations, le PIB réel aurait perdu 7 % en 2020. Du côté de la production, l'impact de la crise a été particulièrement grave pour le secteur hôtelier et le secteur des transports, ainsi que pour les segments de l'industrie manufacturière les plus exposés aux fluctuations du commerce international. De plus, la valeur ajoutée agricole a diminué de 7,1 % en raison de la sécheresse. Du côté de la demande, la consommation privée s'est contractée de 9,4 %, une baisse en partie compensée par une hausse de 6,2 % de la consommation publique. Dans ce contexte, l'inflation non corrigée a atteint 0,7 % en moyenne en 2020 et la part de prêts improductifs est passée à 8,4 % du portefeuille de crédit des banques (contre 7,6 % en décembre 2019).

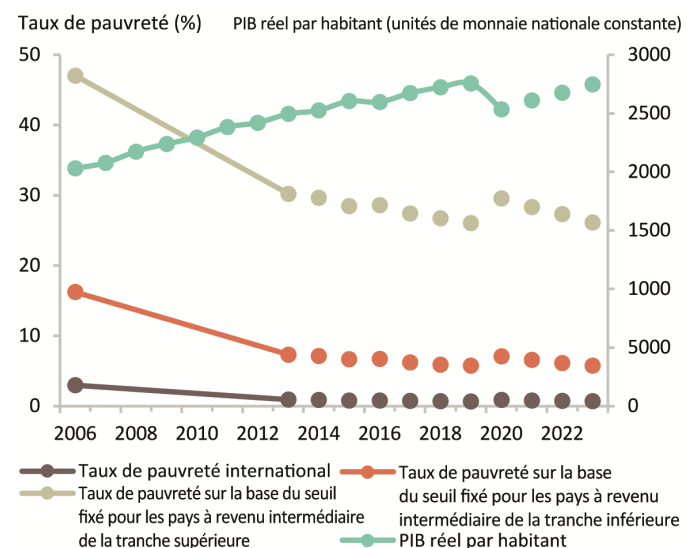
La réponse budgétaire à la pandémie, principalement financée par des emprunts, a aidé les entreprises et les ménages à compenser leurs pertes de revenus. La hausse des dépenses qui

FIGURE 1 Maroc / Une reprise asymétrique qui transparaît dans le comportement du compte courant



Sources : Office des changes du Maroc.

FIGURE 2 Maroc / Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant



Sources : Banque mondiale. Notes : voir le tableau 2.

en a résulté et une contraction marquée des recettes fiscales se sont soldées par une détérioration du déficit budgétaire (7,7 % du PIB en 2020), et le ratio dette/PIB a augmenté de plus de 12 points de pourcentage pour atteindre 77,8 %. Il s'agit de la plus forte hausse de ce ratio jamais enregistrée en une année depuis que ces chiffres sont disponibles. Le compte des transactions courantes a été clôturé avec un déficit de seulement 3 % du PIB (4,1 % du PIB en 2019), en raison de la contraction des importations et de la résilience des envois de fonds des travailleurs émigrés. Le Maroc conserve un bon accès aux financements extérieurs, avec d'importants décaissements multilatéraux, deux émissions réussies d'obligations souveraines (1 milliard d'euros en septembre et 3 milliards de dollars en décembre) et des flux d'IDE nets résilients. Les réserves de change ont enregistré une croissance de 26,6 % en 2020 pour atteindre 30 % du PIB, soit plus de sept mois d'importations.

Après plusieurs années de diminution, le taux de pauvreté (3,2 dollars en PPA) serait passé de 5,8 % en 2019 à 7,1 % en 2020 selon les estimations, une hausse qui aurait pu être plus marquée si le gouvernement n'avait pas mis en place ses programmes de transferts monétaires. Le taux de chômage a grimpé en flèche à 11,9 % (9,2 % en 2019) et une récente enquête du Haut-

Commissariat au plan révèle que 37,5 % des entreprises ont réduit leurs effectifs au deuxième semestre de 2020 (par rapport à 2019), avec des contractions plus importantes observées parmi les très petites entreprises et les PME.

Perspectives

La croissance du PIB devrait s'accélérer pour atteindre 4,2 % en 2021. Dans ce scénario de référence, la production agricole revient aux niveaux observés par le passé, la campagne de vaccination se déroule conformément aux plans du gouvernement, et la détente monétaire est maintenue, tout comme les mesures de relance budgétaire. La relance de l'industrie manufacturière et du secteur des services devrait se révéler progressive, limitée dans un premier temps par le récent ralentissement observé chez les partenaires commerciaux du Maroc et par le report du retour du tourisme international. La croissance du PIB réel devrait rester légèrement supérieure à la tendance pré-pandémie au cours de la période de projection, tandis que l'écart de production se résorbera progressivement et que les réformes en cours commenceront à porter leurs fruits. Le déficit des transactions courantes devrait se stabiliser sous 4 % du PIB et le déficit budgétaire devrait diminuer progressivement.

De sérieux risques de ralentissement subsistent. L'évolution de la pandémie demeure incertaine au vu de la propagation mondiale des nouveaux variants du coronavirus, qui pourrait donner lieu à l'adoption de nouvelles mesures de confinement au Maroc ou ailleurs. Les importants besoins de financement bruts renforcent la vulnérabilité de l'économie face à d'éventuels chocs extérieurs et la hausse de la part de prêts improductifs pourrait peser sur les bilans des banques. La matérialisation des obligations conditionnelles associées au programme de garantie de crédit pourrait assombrir les perspectives budgétaires.

En 2021, la pauvreté devrait reculer, sans pour autant revenir aux niveaux d'avant la crise. L'extrême pauvreté (1,90 dollar en PPA) devrait rester inférieure à 1 %, tandis que la pauvreté (3,2 dollars en PPA) devrait diminuer de 0,5 point de pourcentage en 2021 pour atteindre 6,6 %. Le pourcentage de population « vulnérable » devrait lentement diminuer pour passer de 29,56 % en 2020 à 28,35 % en 2021. Cette tendance devrait se confirmer en 2022 et 2023, mais les indicateurs de la pauvreté pourraient ne pas revenir aux niveaux pré-pandémie avant 2023. La mise en œuvre réussie de la réforme de la protection sociale pourrait accélérer ce processus.

TABLEAU 2 Maroc / Indicateurs des perspectives de pauvreté
au niveau macroéconomique

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2018	2019	2020 e	2021 p	2022 p	2023 p
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	3,1	2,5	-7,0	4,2	3,7	3,8
Consommation privée	3,4	1,8	-9,4	3,7	4,1	4,3
Consommation des administrations publiques	2,7	4,7	6,2	5,6	4,7	4,5
Formation brute de capital fixe	1,2	1,0	-8,5	5,5	5,7	5,9
Exportations, biens et services	6,0	5,5	-14,1	6,9	7,4	7,9
Importations, biens et services	7,4	3,3	-12,1	6,3	7,9	8,4
Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs	3,0	2,5	-6,7	4,2	3,7	3,8
Agriculture	2,4	-4,6	-7,1	10,3	4,1	4,0
Industries	3,0	3,5	-6,3	3,4	3,6	3,7
Services ^a	3,1	4,0	-6,8	3,1	3,7	3,7
Inflation (indice des prix à la consommation)	1,9	0,2	0,7	1,1	1,4	1,7
Solde du compte courant (% du PIB)	-5,3	-4,1	-3,0	-3,5	-3,9	-3,8
Investissements directs étrangers nets (% du PIB)	3,0	1,3	1,5	1,3	1,3	1,2
Solde budgétaire (% du PIB)	-3,8	-3,6	-7,7	-6,5	-6,4	-5,1
Dette (en % du PIB)	65,2	64,9	77,8	78,4	78,7	79,0
Solde primaire (% du PIB)	-1,4	-1,3	-5,2	-4,0	-3,9	-2,7
Taux de pauvreté international (1,9 dollar en PPA de 2011)^{b,c}	0,7	0,7	0,9	0,8	0,7	0,7
Taux de pauvreté sur la base du seuil fixé pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars en PPA de 2011)^{b,c}	5,9	5,8	7,1	6,6	6,1	5,8
Taux de pauvreté sur la base du seuil fixé pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (5,5 dollars en PPA de 2011)^{b,c}	26,7	26,1	29,6	28,3	27,3	26,1

Source : Banque mondiale, Pôles mondiaux d'expertise en Pauvreté et équité et Commerce et investissement.

Note : e = estimation, p = prévision.

a) Par souci de cohérence interne, le service est recalculé comme étant le résidu du PIB au coût des facteurs moins l'agriculture et l'industrie ; il peut être différent de celui indiqué dans les sources officielles.

b) Calculs basés sur l'ENCDM 2013. Données réelles : 2013. Nowcast : 2014-2020. Les prévisions couvrent la période allant de 2021 à 2023.

c) Projection en ayant recours à la répartition neutre (2013) avec une répercussion des variations du taux de change = 0,7 sur la base d'un PIB par habitant en unités de monnaie nationale constante.